



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CONSTRUCTION D'UNE SALLE POLYVALENTE COMMUNE DE ST ANDRÉ GOULE D'OIE

Date et heure limites de réception des offres :

~~VENDREDI 22 NOVEMBRE 2024 à 12H00~~

VENDREDI 29 NOVEMBRE 2024 à 12H00

N° DE MARCHÉ

2	0	2	4	1	0	0	2
---	---	---	---	---	---	---	---

MAIRIE DE ST ANDRÉ GOULE D'OIE

13 Rue de la Madone
85250 ST ANDRÉ GOULE D'OIE

Tel : 02 51 42 60 61

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 – TYPE ET FORME DE CONTRAT	3
1.4 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.1 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D’EXECUTION	4
2.2 - VARIANTES ET OPTIONS	4
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
2.5 – CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE	4
2.6 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	5
ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS	5
3.1 - MAITRISE D’OUVRAGE	5
3.2 - MAITRISE D’ŒUVRE	5
3.4 - CONTROLE TECHNIQUE	5
1.5 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	6
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
4.1- DOSSIER DE CONSULTATION DEMATERIALISE	6
4.2 – MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	7
5.2 - PRESENTATION DES VARIANTES LIBRES	8
ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	8
6.1 – SELECTION DES CANDIDATURES	8
6.2 – JUGEMENT DES OFFRES	9
6.2 – SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	9
ARTICLE 7 : NEGOCIATIONS	9
ARTICLE 8 : CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	10
8.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	10
8.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE	10
ARTICLE 9 : VISITES SUR SITE	12
ARTICLE 10 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
ARTICLE 11 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES – ÉCHANGES AVEC LES CANDIDATS	12
ARTICLE 12 : PROCEDURE DE RECOURS	12

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne la :

CONSTRUCTION D'UNE SALLE POLYVALENTE

Lieu(x) d'exécution :

Rue de la Madone – 85240 ST ANDRÉ GOULE D'OIE

1.2 - Etendue de la consultation

La présente consultation est soumise aux dispositions d'une procédure adaptée ouverte, en vertu des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 – Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire

1.4 - Décomposition de la consultation

Les travaux sont répartis en 15 lots désignés ci-dessous :

Lot	Désignation
1	Voirie et réseaux divers
2	Gros-Œuvre
3	Charpente bois – Bardage bois
4	Étanchéité membrane PVC
5	Bardage métallique – Métallerie – Serrurerie
6	Menuiserie extérieure aluminium
7	Menuiserie intérieure bois – Parquet
8	Cloison isotherme
9	Cloisonnement – Plafond – Isolation
10	Plafond suspendu
11	Carrelage – Faïence
12	Peinture
13	Nettoyage
14	Électricité CFO-CFA
15	Chauffage – Ventilation – Plomberie - Sanitaires

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

1.1 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

La cotraitance est autorisée.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
- ou en qualité de membres de plusieurs groupements

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

Le calendrier prévisionnel d'exécution visé au C.C.A.P. est fourni en annexe de ce document.

2.2 - Variantes et options

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges, les variantes ne sont pas autorisées.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Le mode de règlement est le mandat administratif, par virement sur compte bancaire.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40€. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

2.5 – Cautionnement et retenue de garantie

En application des articles L. 2191.7, R. 2191.32 à 42 du Code de la commande publique, une retenue de garantie sera prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance par le comptable assignataire des paiements. Le montant de cette retenue de garantie est de 5% du montant initial du marché.

Cette retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles formulées, le cas échéant pendant le délai de garantie.

Cette retenue de garantie pourra être, au gré du titulaire, remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues par la réglementation.

A l'expiration du délai de garantie – pour autant que le titulaire du marché ait rempli à cette date toutes ses obligations au regard du maître de l'ouvrage – cette retenue de garantie sera reversée à l'entrepreneur.

La constitution d'une caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée.

2.6 – Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS

3.1 - Maîtrise d'ouvrage

Commune de St André Goule d'Oie
13 Rue de la Madone
85250 ST ANDRÉ GOULE D'OIE

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

FRENESIS
ARCHITECTE
29 Rue du Docteur Daroux
85420 MAILLEAIS

FRENESIS est mandataire solidaire du groupement conjoint :

- | | |
|--|--|
| ✱ BET Structures : | IDRB STRUCTURES – 91 Rue Jacques-Yves Cousteau – 85000 MOUILLERON LE CAPTIF |
| ✱ BET Fluides et énergies : | KYPSELI – 19 Rue Ste Radegonde – 85530 LA BRUFFIÈRE |
| ✱ Économiste de la construction : | 7MOE – 57 Rue du Maréchal Lyautey – 85000 LA ROCHE SUR YON |
| ✱ BET Acoustique : | ACOUSTEX ING. – 25Bis Rue Alsace Lorraine – 79000 NIORT |

La mission du maître d'œuvre est une mission COMPLÈTE

3.4 - Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi n° 78-12 du 4 Janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction. Ce contrôle technique sera effectué par :

SOCOTEC
43 Rue Benjamin Franklin
85000 LA ROCHE SUR YON

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

Code	Libellé
L	Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables
HAND	Accessibilité des constructions aux personnes handicapées
LP	Solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
SEI	Sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH
TH	Isolation thermique et économies d'énergie des bâtiments autres qu'à usage d'habitation

1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par :

MSB
BP 60 211
85106 LES SABLES D'OLONNE Cedex

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire
- Les plans du maître d'œuvre
- Planning
- Etude G₂PRO
- RICT, PGC

4.1- Dossier de consultation dématérialisé

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il peut être téléchargé sur le site www.marches-securises.fr.

Il est vivement conseillé aux soumissionnaires de s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Les candidats sont tenus de vérifier dès réception le contenu du dossier transmis et sa conformité à la liste des pièces fournies. Aucun délai supplémentaire et aucun recours ne pourra être accepté du fait d'un dossier incomplet.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

4.2 – Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être portées à la connaissance des candidats **au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres**. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en EURO.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui (la signature électronique n'est pas obligatoire) :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique

PIÈCES DE LA CANDIDATURE :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin).
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

- Certificats de qualifications professionnelles notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour les entreprises nouvellement créées :

Les candidats devront fournir les éléments équivalents susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (financiers, humains et matériels) ainsi que le cas échéant la liste des éventuels chantiers en cours précisant pour chacun d'eux le montant et la nature des prestations exécutées.

Précisions complémentaires :

Lorsque le soumissionnaire se présente sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces et documents susmentionnés (DC2 et documents annexés).

Si le soumissionnaire s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il justifie des capacités de cet (ou ces) opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Si le groupement présente sa candidature sous la forme d'un DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Transmission des justificatifs et moyens de preuve concernant l'aptitude et les capacités du candidat :

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

PIÈCES DE L'OFFREUn projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes chiffrant l'offre de base complété(s) et daté(s).
- La décomposition du prix global forfaitaire cadre à compléter et dater (toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée sous la forme d'un détail estimatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant).
- Mémoire technique détaillé
- Une attestation d'acceptation des pièces CCAP et CCTP datée et signée

Il est rappelé à l'ensemble des soumissionnaires qu'ils doivent répondre sur la base des documents/cadres fournis, ceci, sans aucune modification (décomposition du prix global et forfaitaire, cadre du mémoire technique).

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Présentation des variantes libres

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1 – Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours. Les autres candidats, qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

6.2 – Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Libellé</i>	<i>%</i>
PRIX DES PRESTATIONS	50 %
VALEUR TECHNIQUE	50 %

ANALYSE ET JUGEMENT DU PRIX DES PRESTATIONS

La note maximale attribuée au prix des prestations sera de 50.

ANALYSE ET JUGEMENT DE LA VALEUR TECHNIQUE DES PRESTATIONS

Méthodologie – Délais d'exécution – Planning	5pts
Moyens humains et techniques affectés au chantier	3pts
Mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier	1pt
Mesures prévues pour le traitement des déchets	1pt

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

Conformément à l'article L2152-6 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

6.2 – Suite à donner à la consultation

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, dans le cas où il n'a fourni que des attestations sur l'honneur.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours, à compter de la date de réception de la demande.

ARTICLE 7 : NEGOCIATIONS

A l'issue de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec tous les candidats sélectionnés.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation peut porter sur toutes les composantes de l'offre sans toutefois remettre en cause les termes et les caractéristiques principales du marché.

Cette négociation sera menée sous la forme d'un échange par écrit. Les candidats recevront de la part du pouvoir adjudicateur, par mail sécurisé (émanant du profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr>), une proposition de négociation dans laquelle figureront les éléments suivants :

- Intitulé de la consultation,
- Objet de la négociation,
- Date et heure limites auxquelles le candidat devra proposer sa nouvelle offre, étant précisé qu'en l'absence de nouvelle proposition, le candidat sera réputé maintenir son offre initiale.

A cette fin, les candidats mentionneront dans leur offre (annexe relative à la négociation), une adresse mail valide, certaine et/ou le numéro de téléphone, ainsi que le nom et qualité de la personne habilitée à mener les négociations afin de permettre au Syndicat mixte de la contacter pour fixer les modalités.

A l'issue de la négociation, les candidats devront remettre une nouvelle offre qui comprendra l'ensemble des documents modifiés à l'occasion des négociations.

Les nouvelles offres financières éventuellement remises en cours de négociation par les candidats ont valeur contractuelle quelle que soit la forme qu'elles empruntent. A l'issue de la négociation, les modifications seront formalisées dans une mise au point au marché.

Il est à noter qu'en cours de négociation tous les échanges et compte rendus d'audition portant sur les éléments techniques de l'offre du candidat sont considérés comme des additifs à celle-ci et que ceux portant sur des modifications du cahier des charges sont contractuels.

Le pouvoir adjudicateur réserve la possibilité de se faire communiquer les sous-détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'il estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

ARTICLE 8 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

8.1 – Transmission sous support papier

AUCUN, OBLIGATION DE REPONSE PAR VOIE ELECTRONIQUE

8.2 – Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Formats

Pour les documents exigés par l'Acheteur, les formats autorisés en réponse sont : PDF à l'exclusion des DPGF qui doivent être retournés en format XLS (Excel).

Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par le Pouvoir Adjudicateur alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : DOC, DOCX, XLS, XLSX, PPT, PPTX, RTF, DWG, JPG, AVI ...).

Virus

Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

Signature

La signature électronique avant ou au moment du dépôt, n'est pas exigée.

À l'issue du processus d'analyse, le marché sera rematérialisé et signé sous forme papier avec l'attributaire.

Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer

Il est conseillé de numéroter les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres

(ex. : 01-AE, 02-DPGF, 03-Mémoire-Technique ...).

Les fichiers sont à insérer dans la structure de dossiers telle que présentée au moment du dépôt.

Copie de sauvegarde

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support électronique (CD, DVD ...).

Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

Elle sera uniquement ouverte en cas d'anomalie, dans les conditions limitativement énumérées à l'article 2-II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Assistance

Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, le numéro à la disposition des soumissionnaires est : **04 92 90 93 27**.

Les dossiers déposés après la date et l'heure limites ne seront pas retenus. Les candidats devront tenir compte des délais de chargement des fichiers pour respecter l'heure limite.

Pour le dépôt des candidatures et offres dématérialisées, les candidats se reporteront à l'aide en ligne du site de dématérialisation <https://www.marches-securises.fr/>

En cas de réponse électronique, le candidat retenu pourra être amené (selon le choix du pouvoir adjudicateur) à re matérialiser son offre, et d'accepter la signature manuscrite d'un marché sous une forme papier.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Pour déposer leur réponse unique dématérialisée sur www.marches-securises.fr, les candidats pourront se référer à l'annexe 1 du présent RC intitulé «Comment déposer une réponse sur marchés-sécurisés?».

ARTICLE 9 : VISITES SUR SITE

Aucune visite sur site n'est prévue pour la présente consultation.

Par respect au principe d'égalité entre les candidats, les questions seront posées par écrit de préférences via le profil d'acheteur (<https://www.marches-securises.fr>). Les réponses seront alors apportées dans les meilleurs délais par ajout sur la plateforme.

ARTICLE 10 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Cette demande doit intervenir **au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres**.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 11 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES – ÉCHANGES AVEC LES CANDIDATS

Tous les échanges effectués avec les candidats après la date limite de remise des plis seront valablement faits via le profil acheteur.

Il en sera ainsi notamment pour les éventuelles demandes de complément de candidature, les éventuelles demandes de précision ou de justification des offres, les négociations si elles sont prévues par le présent règlement de la consultation, l'information des candidats non retenus, l'éventuelle information de décision de déclaration sans suite.

ARTICLE 12 : PROCEDURE DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Nantes
6 Allée de l'Île Gloriette
BP 24111
44041 NANTES CEDEX 1

Tél : 02 40 99 46 00
Fax : 02 40 99 46 58

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.